PERIMETRY RESEARCH

Baromètre de la sécurité des mairies françaises

Les communes de France protègent-elles bien leur site et leur messagerie ? Mesures passives de chaque commune inscrite dans l'annuaire officiel de l'administration.

Édition de novembre 2026

34 946
communes étudiées

52,6 %
des adresses de mairie sont des messageries grand public

6 %
des communes notées ont A ou B

Perimetry Cloud
perimetry.cloud · Publiée le 7 novembre 2026

À propos de ce rapport

Perimetry Research publie des études sur la façon dont les organismes publics protègent leurs sites et leur messagerie, mesurée avec les mêmes contrôles passifs que Perimetry Cloud. Cette édition porte sur 34 946 communes et 26 232 domaines. Elle ne nomme que les communes qui font bien ; tous les autres chiffres sont des moyennes, et les problèmes graves sont signalés aux communes en privé, jamais publiés.

Sommaire

01 Synthèse 3

02 Principaux constats 4

03 Notes 5

04 Contrôle par contrôle 6

05 Selon la taille de la commune 8

06 Les communes qui font bien 9

07 Les plateformes de sites 12

08 Par département 13

09 Derrière les chiffres 17

10 Problèmes graves 18

11 Recommandations aux mairies 19

12 Méthodologie 20

13 À propos de Perimetry 22

01

Synthèse

34 946
communes étudiées

58,6 %
ont un site sur leur propre domaine

52,6 %
des adresses de mairie sont des messageries grand public

6 %
des communes notées ont A ou B

Note moyenne des 22 829 communes notées : 47 sur 100.

1. 52,6 % des adresses de mairie inscrites dans l'annuaire sont chez Orange, Wanadoo, Gmail ou un autre fournisseur grand public. La mairie ne maîtrise pas ce domaine : rien n'empêche d'ouvrir une boîte au nom ressemblant et d'écrire aux habitants en son nom, sans que les destinataires puissent faire la différence.
2. Parmi les communes qui ont leur propre domaine, 45,2 % publient une politique DMARC, mais seulement 19,2 % l'appliquent (quarantine ou reject). Sans politique appliquée, un message falsifié au nom de la mairie est en général distribué.
3. Les bases du web sont largement en place : 93,4 % des sites propres des communes ont un certificat valide et 86,4 % renvoient les visiteurs de HTTP vers HTTPS. La couche suivante manque : seuls 28,3 % utilisent HSTS d'au moins six mois.
4. 22,1 % des domaines des communes sont signés avec DNSSEC, et 2,8 % publient un enregistrement CAA qui désigne les autorités autorisées à émettre leurs certificats.
5. Les communes de 100 000 habitants et plus ont en moyenne 66 sur 100, celles de moins de 1 000 habitants 44.

02

Principaux constats

Où sont les mairies sur Internet

Site web



domaine propre 58,6 % domaine partagé 0,9 % plateforme de sites 2,4 % page de réseau social 0 % aucun indiqué 38,1 %

Adresse e-mail



domaine propre 45,8 % domaine partagé 1,5 % messagerie grand public 52,6 %

Des adresses que les mairies ne maîtrisent pas

52,6 % des adresses de mairie inscrites dans l'annuaire sont chez Orange, Wanadoo, Gmail ou un autre fournisseur grand public. La mairie ne maîtrise pas ce domaine : rien n'empêche d'ouvrir une boîte au nom ressemblant et d'écrire aux habitants en son nom, sans que les destinataires puissent faire la différence.

DMARC : publié, rarement appliqué

Parmi les communes qui ont leur propre domaine, 45,2 % publient une politique DMARC, mais seulement 19,2 % l'appliquent (quarantine ou reject). Sans politique appliquée, un message falsifié au nom de la mairie est en général distribué.

Sites : HTTPS oui, HSTS rarement

Les bases du web sont largement en place : 93,4 % des sites propres des communes ont un certificat valide et 86,4 % renvoient les visiteurs de HTTP vers HTTPS. La couche suivante manque : seuls 28,3 % utilisent HSTS d'au moins six mois.

DNS : signatures et autorités de certification

22,1 % des domaines des communes sont signés avec DNSSEC, et 2,8 % publient un enregistrement CAA qui désigne les autorités autorisées à émettre leurs certificats.

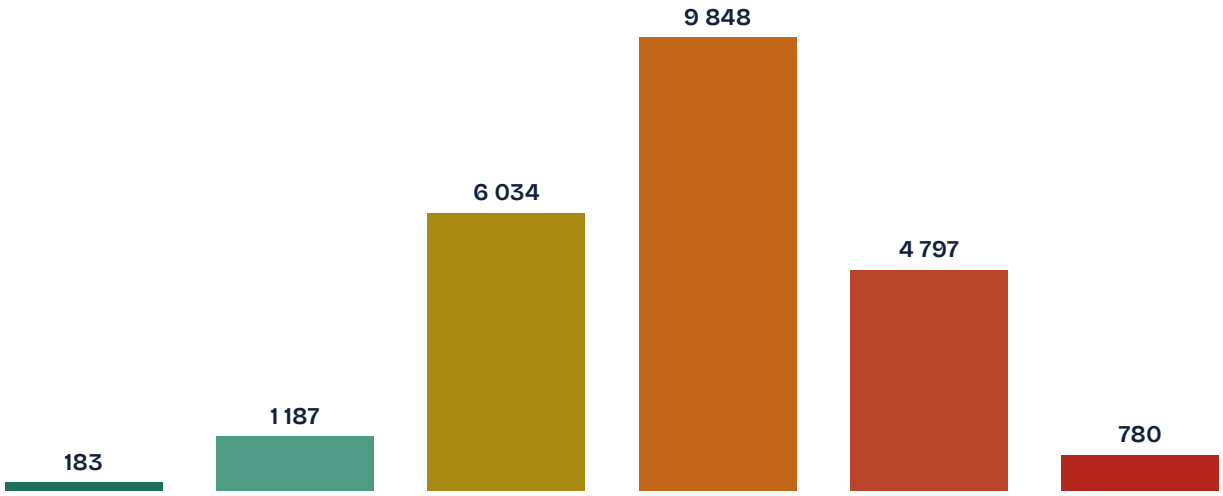
La taille compte

Les communes de 100 000 habitants et plus ont en moyenne 66 sur 100, celles de moins de 1 000 habitants 44.

03

Notes

Chaque commune qui a un domaine à elle reçoit une note : la part des dix contrôles qu'elle réussit, parmi ceux qui la concernent. A à partir de 90, B de 75, C de 60, D de 40, E de 20, F en dessous.



A	B	C	D	E	F
183 communes (0,8 %)	1 187 communes (5,2 %)	6 034 communes (26,4 %)	9 848 communes (43,1 %)	4 797 communes (21 %)	780 communes (3,4 %)

04

Contrôle par contrôle

Part des communes notées qui réussissent chaque contrôle, parmi celles qu'il concerne. Les contrôles du site ne concernent que les communes dont le site est sur leur propre domaine.

Site web



Certificat HTTPS valide — concerne 19 725 — 93,4 %



HTTP renvoie vers HTTPS — concerne 19 725 — 86,4 %



HSTS d'au moins six mois — concerne 19 588 — 28,3 %



En-têtes de protection de base — concerne 19 588 — 26,1 %

DNS



DNSSEC — concerne 22 829 — 22,1 %



Enregistrement CAA — concerne 22 829 — 2,8 %

E-mail



SPF strict — concerne 22 812 — 85,9 %



Enregistrement DMARC — concerne 22 812 — 45,2 %



DMARC appliqué — concerne 22 812 — 19,2 %



Adresse sur un domaine public — concerne 22 591 — 71,1 %

Les dix contrôles	
Site web · Certificat HTTPS valide	Le site répond en HTTPS avec un certificat en cours de validité, émis pour son nom et reconnu par les navigateurs.
Site web · HTTP renvoie vers HTTPS	Quelqu'un qui tape l'adresse arrive sur le site chiffré, et non sur une page que n'importe qui sur le réseau peut lire ou modifier.
Site web · HSTS d'au moins six mois	Les navigateurs retiennent qu'il faut utiliser HTTPS : la première requête non chiffrée ne peut pas être détournée.
Site web · En-têtes de protection de base	X-Content-Type-Options: nosniff, et une protection contre l'affichage du site dans le cadre d'un autre site (X-Frame-Options ou frame-ancestors dans la CSP).
DNS · DNSSEC	Les réponses DNS du domaine sont signées : on ne peut pas faire croire à un résolveur que le site ou la messagerie de la mairie sont ailleurs.

Les dix contrôles	
DNS · Enregistrement CAA	Le domaine désigne les autorités de certification autorisées à émettre des certificats à son nom.
E-mail · SPF strict	Le domaine liste les serveurs autorisés à envoyer son courrier et demande de rejeter ou de signaler les autres (-all ou ~all).
E-mail · Enregistrement DMARC	Le domaine publie une politique DMARC, la norme qui relie SPF et DKIM à l'expéditeur affiché.
E-mail · DMARC appliqué	La politique est quarantine ou reject : un message falsifié au nom de la mairie part en indésirables ou est refusé, au lieu d'être distribué.
E-mail · Adresse sur un domaine public	L'adresse de la mairie est sur son propre domaine ou sur un domaine public mutualisé, et non sur une messagerie grand public (Orange, Gmail…) qu'elle ne maîtrise pas.

05

Selon la taille de la commune

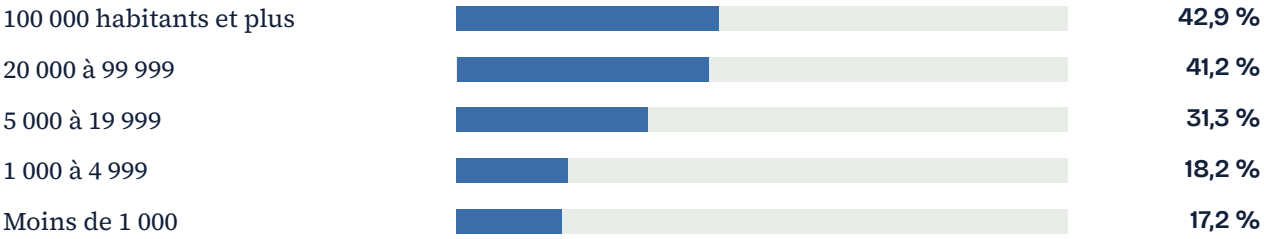
Les mêmes mesures selon le nombre d'habitants.

Population	Communes	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	Messagerie grand public	DMARC appliqué
100 000 habitants et plus	42	42	66	35,7 %	100 %	0 %	42,9 %
20 000 à 99 999	450	449	64	21,4 %	99,1 %	0 %	41,2 %
5 000 à 19 999	1 785	1 775	59	13,9 %	98,3 %	0,7 %	31,3 %
1 000 à 4 999	7 815	7 611	50	6,1 %	94,2 %	15,6 %	18,2 %
Moins de 1 000	24 854	12 952	44	4,2 %	43,7 %	68,8 %	17,2 %

Moyenne



DMARC appliqué



06

Les communes qui font bien

12 communes réussissent les dix contrôles.

Commune	Département	Habitants
Joué-lès-Tours	37	38 423
Biéville-Beuville	14	3 840
Marolles-les-Braults	72	2 039
Villers-Écalles	76	1 698
Saint-Léonard	76	1 693
Eurre	26	1 431
Beaurevoir	02	1 281
Saint-Aubin-sur-Scie	76	1 219
Caumont	27	1 149
Artemare	01	1 139
Bouville	76	1 039
Veules-les-Roses	76	510

Les meilleures de chaque tranche

Les meilleures notes parmi les communes qui ont leur propre site (au moins neuf contrôles applicables).

100 000 habitants et plus

Commune	Département	Habitants	Note
Montpellier	34	310 240	90
Le Havre	76	166 687	90
Orléans	45	116 357	90
Bordeaux	33	267 991	89
Nantes	44	327 734	80
Le Mans	72	146 249	80
Annecy	74	132 117	80
Perpignan	66	121 616	80
Rouen	76	117 662	80
Mulhouse	68	104 978	80
Marseille	13	886 040	78
Toulouse	31	514 819	78
Toulon	83	179 116	78
Montreuil	93	111 934	78

20 000 à 99 999

Commune	Département	Habitants	Note
Joué-lès-Tours	37	38 423	100
Béziers	34	81 545	90
La Rochelle	17	79 851	90
Mérignac	33	78 090	90
Drancy	93	72 390	90
Saint-Quentin	02	52 813	90
Alès	30	46 125	90
Bagneux	92	44 572	90
Villenave-d'Ornon	33	42 545	90
Châtillon	92	36 705	90
La Garenne-Colombes	92	30 197	90
Villemomble	93	29 795	90
Le Plessis-Robinson	92	28 848	90
Yerres	91	27 906	90
Limeil-Brévannes	94	27 406	90

5 000 à 19 999

Commune	Département	Habitants	Note
Bourg-lès-Valence	26	19 992	90
Gentilly	94	19 963	90
Verneuil-sur-Seine	78	16 280	90
Sin-le-Noble	59	16 076	90
Elbeuf	76	15 474	90
Senlis	60	15 157	90
Arnouville	95	15 023	90
Saint-Avertin	37	14 999	90
Audincourt	25	14 071	90
Les Ponts-de-Cé	49	13 149	90
Nemours	77	12 889	90
Andernos-les-Bains	33	12 710	90
Saint-Cyr-sur-Mer	83	11 658	90
Cesson	77	11 222	90
Mouans-Sartoux	06	11 015	90

1 000 à 4 999

Commune	Département	Habitants	Note
Biéville-Beuville	14	3 840	100
Marolles-les-Braults	72	2 039	100
Villers-Écalles	76	1 698	100
Saint-Léonard	76	1 693	100
Eurre	26	1 431	100
Beaurevoir	02	1 281	100
Saint-Aubin-sur-Scie	76	1 219	100
Caumont	27	1 149	100
Artemare	01	1 139	100
Bouville	76	1 039	100
Claira	66	4 922	90
Mandres-les-Roses	94	4 922	90
Provin	59	4 428	90
Ghyvelde	59	4 133	90
Pézilla-la-Rivière	66	4 129	90

Moins de 1 000

Commune	Département	Habitants	Note
Veules-les-Roses	76	510	100
Norroy-le-Veneur	57	993	90
Moisson	78	902	90
Jauldes	16	847	90
Lavoûte-sur-Loire	43	805	90
Saint-Étienne-Lardeyrol	43	771	90
Salmiech	12	757	90
Canly	60	741	90
Ayen	19	717	90
Barran	32	692	90
Prunet	15	683	90
Saint-Julien-de-Lampon	24	660	90
Ambérieux	69	651	90
Bailleul-le-Soc	60	645	90
Vittefleur	76	642	90

07

Les plateformes de sites

Beaucoup de communes publient leur site sur une plateforme. La sécurité est alors celle de la plateforme : c'est elle qui est notée, pas la commune, sur un échantillon des sites de communes qu'elle héberge ; seules les plateformes utilisées par au moins cinq communes et dont au moins trois sites ont pu être contrôlés sont notées.

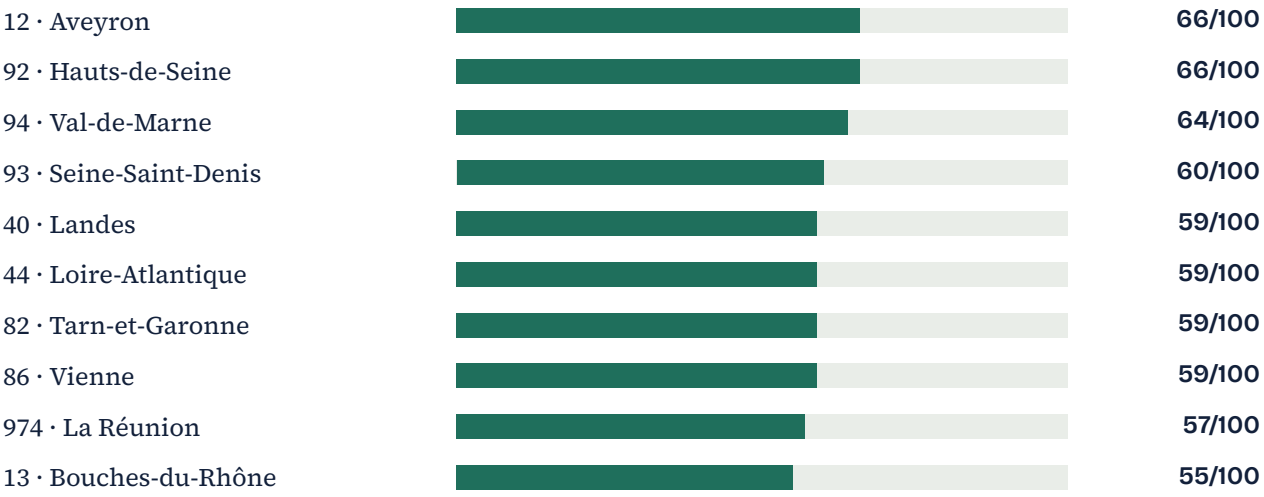
Plateforme	Communes	Note	Contrôles réussis
Jimdo	95	E (33)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS
Wix	73	D (50)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS, HSTS d'au moins six mois
e-monsite	60	F (17)	Certificat HTTPS valide
Free (pages perso)	48	F (0)	–
WordPress.com	38	C (67)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS, HSTS d'au moins six mois, Enregistrement CAA
Blogger	24	D (50)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS, Enregistrement CAA
Neopse	12	E (33)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS
SiteW	11	C (67)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS, En-têtes de protection de base, DNSSEC
Webnode	7	E (33)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS
SiteGo	5	E (33)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS
Orange (pages perso)	5	F (17)	HTTP renvoie vers HTTPS
Weebly	5	E (33)	Certificat HTTPS valide, HTTP renvoie vers HTTPS

08

Par département

Des moyennes uniquement. Les départements de moins de 10 communes notées (4) ne sont pas détaillés, pour qu'aucune d'elles ne puisse être reconnue.

Les meilleures moyennes



Par département

Département	Communes	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	DMARC appliqué
01 · Ain	391	330	48	4,5 %	75,2 %	14,6 %
02 · Aisne	797	239	44	6,3 %	24,2 %	15,9 %
03 · Allier	316	225	50	11,6 %	60,4 %	27,1 %
04 · Alpes-de-Haute-Provence	198	158	45	3,2 %	64,6 %	19 %
05 · Hautes-Alpes	162	133	48	6,8 %	77,2 %	16,5 %
06 · Alpes-Maritimes	163	149	47	4,7 %	86,5 %	16,1 %
07 · Ardèche	335	289	44	3,1 %	79,4 %	10,4 %
08 · Ardennes	447	101	42	0 %	21,5 %	13,9 %
09 · Ariège	325	174	44	2,9 %	47,4 %	14,9 %
10 · Aube	431	134	40	0,7 %	24,1 %	9,7 %
11 · Aude	433	232	43	1,3 %	49,4 %	8,2 %
12 · Aveyron	285	268	66	41 %	76,1 %	76,1 %
13 · Bouches-du-Rhône	119	119	55	6,7 %	99,2 %	28,6 %
14 · Calvados	526	313	47	6,1 %	48,7 %	19,5 %
15 · Cantal	250	147	43	2,7 %	56 %	6,8 %
16 · Charente	359	234	53	4,3 %	51 %	58,5 %
17 · Charente-Maritime	462	405	50	3,5 %	61,3 %	5,9 %
18 · Cher	286	189	43	2,6 %	60,8 %	10,1 %

Département	Communes	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	DMARC appliqué
19 · Corrèze	277	208	47	3,8 %	63,5 %	14,4 %
21 · Côte-d'Or	698	281	50	6,8 %	37,1 %	16 %
22 · Côtes-d'Armor	344	280	46	3,6 %	75,6 %	9,3 %
23 · Creuse	255	116	40	0 %	45,5 %	8,7 %
24 · Dordogne	503	329	43	4,6 %	59,8 %	17,3 %
25 · Doubs	563	302	45	5,6 %	41,6 %	12,3 %
26 · Drôme	362	262	43	3,1 %	66,6 %	15,3 %
27 · Eure	585	293	43	2,4 %	43,6 %	13 %
28 · Eure-et-Loir	363	243	40	1,2 %	61,4 %	11,1 %
29 · Finistère	277	265	55	14,3 %	93,1 %	23,4 %
2A · Corse-du-Sud	124	60	38	0 %	47,6 %	3,3 %
2B · Haute-Corse	236	90	39	2,2 %	39 %	8,9 %
30 · Gard	350	299	45	3 %	84 %	17,8 %
31 · Haute-Garonne	586	394	50	6,9 %	58,7 %	22,1 %
32 · Gers	458	183	55	28,4 %	26 %	45,4 %
33 · Gironde	534	432	47	4,4 %	76,8 %	13 %
34 · Hérault	341	275	49	8,4 %	76,8 %	25,2 %
35 · Ille-et-Vilaine	332	322	52	8,4 %	93,7 %	26,7 %
36 · Indre	241	151	41	2,6 %	52,3 %	15,9 %
37 · Indre-et-Loire	272	253	46	3,6 %	82,4 %	11,9 %
38 · Isère	512	461	46	3,3 %	86,9 %	16,9 %
39 · Jura	492	274	50	1,8 %	53,3 %	16,1 %
40 · Landes	327	286	59	3,5 %	70,6 %	74,8 %
41 · Loir-et-Cher	267	211	44	6,6 %	66,7 %	13,3 %
42 · Loire	320	292	43	2,4 %	83,8 %	12,3 %
43 · Haute-Loire	257	155	49	11 %	54,5 %	14,2 %
44 · Loire-Atlantique	207	207	59	18,4 %	98,6 %	35,3 %
45 · Loiret	325	247	48	6,5 %	68,3 %	21,1 %
46 · Lot	312	211	45	6,6 %	63,8 %	12,8 %
47 · Lot-et-Garonne	319	185	47	5,4 %	55,5 %	19,5 %
48 · Lozère	152	80	43	2,5 %	48 %	12,5 %
49 · Maine-et-Loire	176	164	52	11 %	87,5 %	10,4 %
50 · Manche	445	226	45	4 %	40,7 %	10,2 %
51 · Marne	610	239	42	0,8 %	37 %	10,9 %
52 · Haute-Marne	426	85	33	2,4 %	16,9 %	7,1 %
53 · Mayenne	240	191	46	5,2 %	71,3 %	15,8 %
54 · Meurthe-et-Moselle	591	252	46	6,3 %	34,9 %	17,9 %
55 · Meuse	493	135	52	5,2 %	19,3 %	20 %
56 · Morbihan	249	237	54	10,1 %	92,8 %	19 %

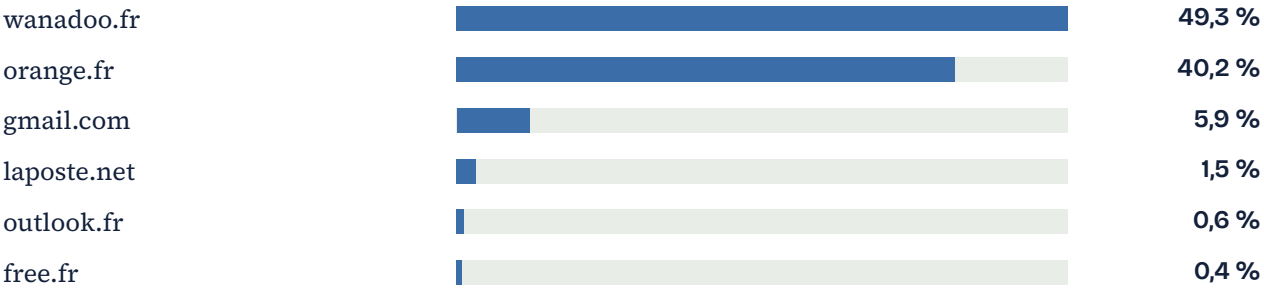
Département	Communes	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	DMARC appliqué
57 · Moselle	725	393	42	2,5 %	49,8 %	11,2 %
58 · Nièvre	309	143	49	7 %	44,3 %	14 %
59 · Nord	647	538	48	6,5 %	79 %	10,4 %
60 · Oise	680	515	47	5,8 %	73,4 %	22,1 %
61 · Orne	381	132	44	6,8 %	27,6 %	18,2 %
62 · Pas-de-Calais	887	513	45	7,2 %	47,5 %	12,3 %
63 · Puy-de-Dôme	463	380	39	2,4 %	77,8 %	19,2 %
64 · Pyrénées-Atlantiques	545	361	48	3,3 %	49 %	26,5 %
65 · Hautes-Pyrénées	469	140	40	1,4 %	27,1 %	16,4 %
66 · Pyrénées-Orientales	226	183	42	2,2 %	75,2 %	11,5 %
67 · Bas-Rhin	514	407	48	2,7 %	72,4 %	14,5 %
68 · Haut-Rhin	366	345	46	1,7 %	84,4 %	15,7 %
69 · Rhône	266	262	51	5,3 %	96,2 %	13,4 %
70 · Haute-Saône	536	183	34	0,5 %	30,4 %	6 %
71 · Saône-et-Loire	563	417	52	8,6 %	67,9 %	15,8 %
72 · Sarthe	352	252	47	4 %	57,4 %	10,3 %
73 · Savoie	273	255	46	2,4 %	90,1 %	18,9 %
74 · Haute-Savoie	279	273	52	3,7 %	94,6 %	17,6 %
75 · Paris	1	·	·	·	·	·
76 · Seine-Maritime	707	425	48	9,4 %	50,9 %	20,5 %
77 · Seine-et-Marne	507	418	48	7,9 %	77,9 %	20,1 %
78 · Yvelines	259	240	54	7,9 %	91,1 %	23,8 %
79 · Deux-Sèvres	252	168	48	3 %	60,7 %	14,3 %
80 · Somme	771	446	40	0 %	54,5 %	2,7 %
81 · Tarn	314	191	44	3,7 %	57,3 %	14,7 %
82 · Tarn-et-Garonne	195	153	59	36,6 %	66,2 %	73 %
83 · Var	153	149	50	7,4 %	96,1 %	16,8 %
84 · Vaucluse	151	135	49	7,4 %	88,7 %	18,5 %
85 · Vendée	253	244	50	4,9 %	89,3 %	12,7 %
86 · Vienne	265	256	59	9 %	68,3 %	83,6 %
87 · Haute-Vienne	195	164	45	4,3 %	80 %	11,6 %
88 · Vosges	506	171	43	1,8 %	28,3 %	15,2 %
89 · Yonne	423	252	50	7,5 %	57 %	18,7 %
90 · Territoire de Belfort	101	69	42	0 %	61,4 %	11,6 %
91 · Essonne	194	180	54	12,2 %	90,2 %	26,7 %
92 · Hauts-de-Seine	36	36	66	22,2 %	100 %	30,6 %
93 · Seine-Saint-Denis	39	39	60	20,5 %	100 %	46,2 %
94 · Val-de-Marne	47	45	64	22,2 %	97,9 %	31,1 %
95 · Val-d'Oise	183	168	54	11,3 %	87,4 %	20,8 %

Département	Communes	Notées	Moyenne	A ou B	Site propre	DMARC appliqué
971 · Guadeloupe	32	30	53	3,3 %	90,6 %	13,3 %
972 · Martinique	34	31	45	3,2 %	73,5 %	12,9 %
973 · Guyane	22	16	50	6,3 %	45,5 %	31,3 %
974 · La Réunion	24	24	57	12,5 %	100 %	45,8 %
975 · Saint-Pierre-et-Miquelon	2	·	·	·	·	·
976 · Mayotte	17	15	43	0 %	70,6 %	7,1 %
977 · Saint-Barthélemy	1	·	·	·	·	·
978 · Saint-Martin	1	·	·	·	·	·
987 · Polynésie française	41	28	52	3,6 %	26,8 %	53,6 %
988 · Nouvelle-Calédonie	33	25	47	0 %	27,3 %	16 %

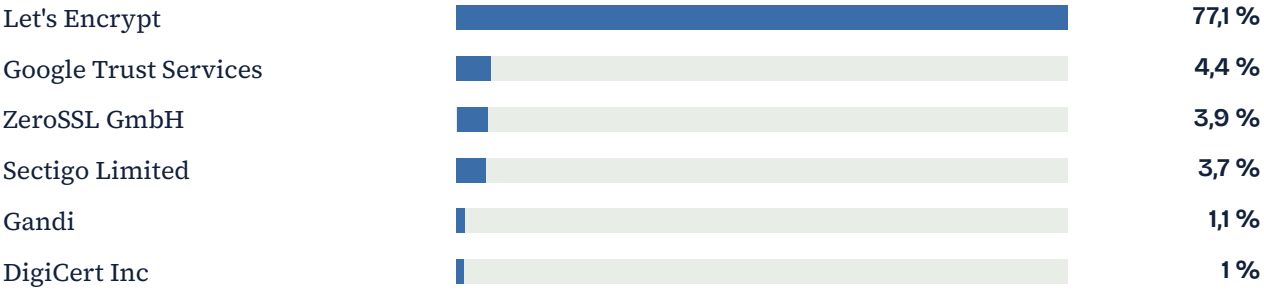
09

Derrière les chiffres

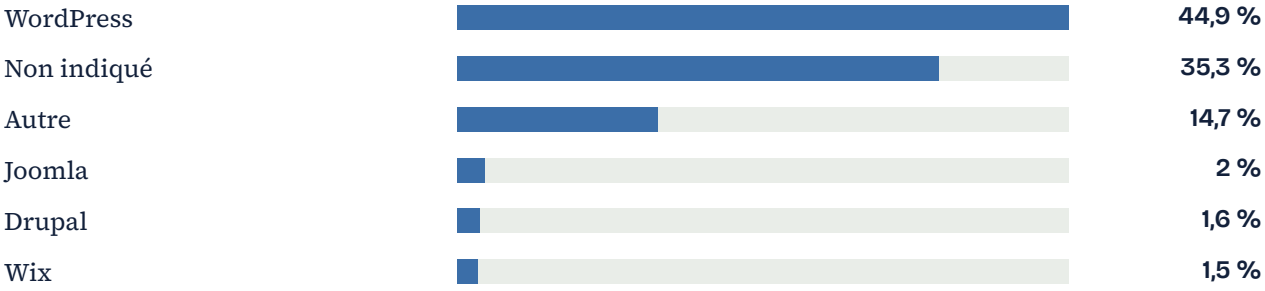
Messageries grand public utilisées par les mairies



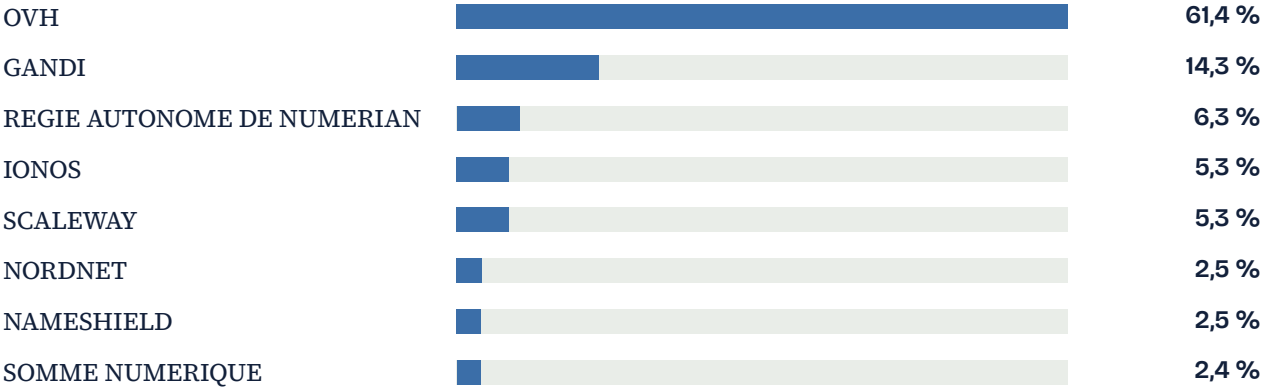
Qui émet les certificats des sites propres des communes



Sur quoi tournent les sites propres des communes



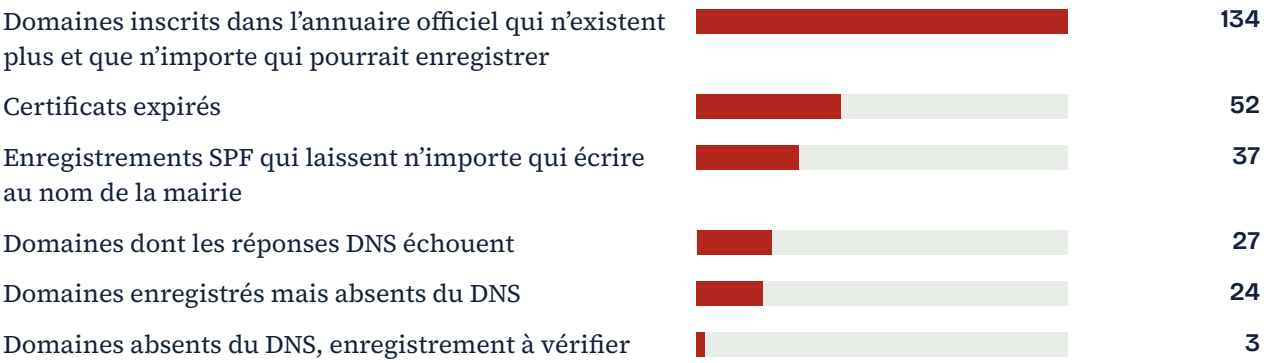
Bureaux d'enregistrement des domaines des communes



10

Problèmes graves

276 communes ont un problème grave qui pourrait être utilisé contre elles tout de suite. Elles ne sont nommées ni dans ce rapport ni ailleurs : nous les prévenons d'abord, discrètement.



11

Recommandations aux mairies

1 **Utiliser une adresse sur son propre domaine**
Passer la messagerie de la mairie d'une boîte grand public à une adresse sur le domaine de la commune (ou sur le domaine partagé de l'intercommunalité). C'est la condition pour pouvoir la protéger.

2 **Publier SPF et DMARC, puis appliquer DMARC**
Commencer par p=none avec une adresse de rapports, lire les rapports quelques semaines, puis passer à quarantine et reject. C'est ce qui arrête les messages falsifiés à votre nom.

3 **Rediriger vers HTTPS et activer HSTS**
Chaque visite doit arriver sur le site chiffré ; HSTS le fait retenir aux navigateurs. La plupart des hébergeurs proposent les deux en un réglage.

4 **Signer le domaine avec DNSSEC et ajouter un enregistrement CAA**
La plupart des bureaux d'enregistrement français proposent DNSSEC en un clic. Un enregistrement CAA désigne les autorités autorisées à émettre vos certificats.

5 **Tenir l'annuaire officiel à jour**
L'adresse et le site inscrits sur Service-Public.fr sont ceux qu'utilisent les habitants et les autres administrations. Un domaine qui y figure et qu'on laisse expirer peut être enregistré par n'importe qui.

6 **Surveiller dans la durée**
Les certificats expirent, les prestataires changent, des enregistrements se perdent lors d'une migration. Un contrôle régulier le voit avant les habitants.

12

Méthodologie

Des contrôles passifs uniquement

Nous lisons ce que n'importe quel visiteur ou serveur de messagerie peut voir : les enregistrements DNS publics, l'enregistrement du domaine (RDAP), le certificat TLS, une requête sur la page d'accueil en HTTP (sa redirection est lue, pas suivie), et la page d'accueil en HTTPS (en suivant ses redirections, comme un navigateur). Rien d'autre n'est demandé au site. Quand un domaine publie une politique MTA-STS, son fichier de politique est lu aussi, comme le font les serveurs de messagerie.

Pas de balayage de ports, pas de recherche de sous-domaines, pas de tentative de connexion, pas de formulaire, pas de test de vulnérabilité. Le robot est lent exprès et répartit ses requêtes sur plusieurs heures.

Le robot

Il se présente comme PerimetryResearch/1.0 (+https://perimetry.cloud/research/methodology/). Si vous gérez un site qu'il a visité et préférez qu'il ne le fasse plus, écrivez à hello@perimetry.cloud : nous retirerons le domaine des prochaines éditions.

L'étude des communes françaises

Population étudiée : toutes les communes actuelles de l'API géographique de l'État, avec leur population et leur département. Pour chacune, la mairie principale dans l'annuaire officiel de l'administration (Service-Public.fr, publié par la DILA sous Licence Ouverte 2.0), son site web et son adresse e-mail.

Un domaine est propre à la commune quand aucune autre commune ne l'utilise. Les sites hébergés sur une plateforme (un créateur de sites, un portail mutualisé, une adresse d'hébergeur) sont notés en tant que plateformes, pas en tant que communes ; une page d'un site de l'État donnée comme site de la commune ne compte pas comme son site ; les sites partagés par plusieurs communes (un site intercommunal, par exemple) et les pages de réseaux sociaux sont comptés mais pas notés. Une adresse chez Orange, Wanadoo, Gmail, un fournisseur d'accès local ou un fournisseur semblable compte comme messagerie grand public.

Un certificat compte comme valide s'il est en cours de validité, émis pour le nom du site et non auto-signé ; une chaîne incomplète, que les navigateurs complètent d'eux-mêmes, n'est pas reprochée au site. Une réponse que nous n'avons pas pu obtenir (un site qui ne répond pas du tout, une requête DNS qui échoue) est écartée de la note au lieu de compter comme un échec.

Chaque commune qui a un domaine à elle reçoit une note sur 100 : la part des contrôles ci-dessous qu'elle réussit, parmi ceux qui la concernent. Les contrôles du site ne s'appliquent que si le site est sur le propre domaine de la commune ; ceux de la messagerie portent sur son domaine de messagerie quand elle en a un, sur le domaine de son site sinon. Une commune doit avoir au moins trois contrôles applicables pour être notée. Notes : A à partir de 90, B à partir de 75, C de 60, D de 40, E de 20, F en dessous.

Corrigé le 8 novembre 2026. Quand le certificat d'un site a pu être lu mais pas sa page d'accueil (délai dépassé ou connexion coupée, souvent un site qui refuse les robots), HSTS et les en-têtes de protection

comptaient comme échoués, alors que la règle ci-dessus écarte une réponse que nous n'avons pas pu obtenir. Ils sont désormais écartés (une boucle de redirection et un site sans HTTPS les font toujours échouer). L'édition de novembre 2026 a été recalculée : 137 communes sont concernées ; la moyenne nationale reste de 47 sur 100 ; 31 communes gagnent une lettre, 16 de D à C et 15 de C à B (B : 1 172 -> 1 187, C : 6 033 -> 6 034, D : 9 864 -> 9 848) ; HSTS passe de 28,1 % à 28,3 % et les en-têtes de 25,9 % à 26,1 % des sites concernés ; les moyennes des communes de 100 000 habitants et plus (65 -> 66), de moins de 1 000 (43 -> 44) et de neuf départements gagnent un point. Le tableau d'honneur et les meilleures de chaque tranche ne changent pas.

Uniquement les bons élèves

Nous nommons les communes qui font bien (le tableau d'honneur et les meilleures de chaque tranche de population), jamais celles qui font mal, et jamais une commune qui a un problème grave, quelle que soit sa note. Tout le reste est publié en moyennes : par taille de commune et par département, où un département de moins de dix communes notées n'est pas détaillé, pour qu'aucune d'elles ne puisse être reconnue.

Les plateformes de sites sont notées sur un échantillon de cinq sites de communes au plus : un contrôle compte comme réussi quand la majorité de l'échantillon le réussit.

Les problèmes graves sont signalés en privé

Certains constats pourraient servir tout de suite contre une commune : un domaine inscrit dans l'annuaire officiel qui n'existe plus (n'importe qui pourrait l'enregistrer), un domaine que le registre est en train de supprimer, un certificat expiré, un enregistrement SPF qui permet à n'importe qui d'envoyer du courrier en son nom. Ils ne sont jamais publiés. Nous prévenons d'abord la commune, discrètement, et nous les comptons dans l'étude sans nommer personne.

Limites

Chaque édition est une photographie prise en quelques heures. L'annuaire peut être en retard ou erroné ; nous l'utilisons tel qu'il est publié. Les clés DKIM ne sont cherchées que sur les sélecteurs courants : elles ne sont donc pas notées. Un site derrière un service de protection peut répondre à un robot autrement qu'à un visiteur. Les serveurs de messagerie ne sont pas testés (STARTTLS demande le port 25, que l'infrastructure de l'étude ne peut pas joindre).

Réutilisation

Les chiffres de chaque édition se téléchargent en JSON depuis la page de l'étude. Vous pouvez les réutiliser avec un lien vers l'étude. L'annuaire d'origine reste sous Licence Ouverte 2.0 (source : Service-Public.fr, DILA).

13

À propos de Perimetry

Perimetry est un outil libre qui audite l'extérieur d'un domaine comme n'importe qui sur Internet le voit : authentification des e-mails, DNS, certificats, serveurs de messagerie, sites. Perimetry Cloud en est la version hébergée, avec surveillance continue, alertes et rapports, pour les organisations et les agences qui s'en occupent.

Citer : Perimetry Research, Baromètre de la sécurité des mairies françaises, novembre 2026. https://perimetry.cloud/fr/research/french-communes/

Vous pouvez réutiliser les chiffres de ce rapport avec un lien vers l'étude. L'annuaire sous-jacent reste sous Licence Ouverte 2.0 (source : Service-Public.fr, DILA).

Prochaine édition : janvier 2027, puis chaque trimestre.

Contact : hello@perimetry.cloud

`https://perimetry.cloud/fr/research/french-communes/`